



Monsieur le Président,

Même si l'idée de tester cette mezzanine ne nous déplaît pas, nous aurions préféré que ce soit pour une occasion plus légère.

Le CDAS étant une instance importante pour les agents, il aurait été nécessaire que nous soyons tous en présentiel afin de débattre ouvertement.

Nous déplorons, qu'après une longue période de distanciel, ce CDAS se résume à une réunion restreinte. D'autant plus que cette information a été donnée à la dernière minute sans explication.

FO-DGFIP 78 revendique un dialogue social pertinent avec la direction et un travail d'équipe avec la délégation sociale. Ce n'est qu'en travaillant ensemble que nous pourrions satisfaire les collègues

qui, rappelons-le, subissent les fusions de service, les suppressions d'emplois liées au Nouveau Réseau de Proximité et la crise sanitaire.

La réforme de l'action sociale est un nouveau coup porté au bien-être des personnels des finances publiques.

Et c'est sans compter sur la perte d'effectif annoncé dans ce domaine puisqu'il ne faut pas oublier qu'il est question de disparition des assistants de délégation avec pour objectif de réduire le nombre d'emplois en charge de l'action sociale.

La régionalisation va se traduire par la création d'un échelon de pilotage des missions articulé autour de la création de poste de Responsables Régionaux de l'action sociale pour piloter les personnels du réseau de l'action sociale.

Leur fonction consistera à la mise en œuvre de l'action sociale ministérielle au niveau régional, à partir des orientations et consignes définies au niveau national !!!

Cela ressemble étrangement à l'organisation des SRIAS *!!!

FO-DGFIP 78 réitère ses positions. L'action sociale doit rester au plus près des agents pour répondre au mieux à leurs besoins et apporter des propositions adaptées.

Dans la même lancée, le projet du ministère de céder 14 résidences EPAF est la preuve qu'une liquidation est en marche.

Et cette mise à mort des privilèges accordés aux agents pour leur bien-être est justifiée par un soi-disant large choix de qualité.

FO-DGFIP 78 se demande encore en quoi cette réforme est-elle une avancée ?

Concernant le budget alloué aux CDAS, parlons peu, parlons bien ! Il est toujours en baisse avec une réserve de précaution qui augmente chaque année. Les subventions quant à elles fondent comme neige au soleil.

Les prestations proposées aux agents sont donc restreintes.

Malgré ce tableau noir, nous tenons à remercier notre délégation, les assistantes sociales et les correspondants sociaux malgré toutes les contraintes qu'ils ont su surmonter.

*Sections Régionales interministérielles d'Action Sociale